



Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !!

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon Que Choisir. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arqus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arqus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que

comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- **400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !**
- **pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !**
- **interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !**

Grand monopoly

Au 1^{er} mai, trois DSP ont quitté la RATP, deux pour Cap Ile de France et une pour Transdev. C'est près de 7000 travailleurs qui passent donc sous régime de droit privé pour cette vague. Peu importe le costume du patron, c'est toujours dans les mêmes poches qu'ils veulent piocher !

Gros manques !

Ce n'est pas la direction de la RATP qui va nous manquer ça c'est sûr ! Par contre on manque bien de collègues et de matériel à la maintenance bus pour les faire rouler...

La faute à qui ?

Pour IDFM comme pour le patron de la RATP, Xavier Piechaczyck, s'il y a des trajets non effectués ou avec retard c'est la faute à « l'absentéisme » des travailleurs ! C'est sûr que les suppressions de poste rendent les travailleurs absents !

Ça pue l'embrouille !

La justice a validé une enquête sur la qualité de l'air dans le métro demandé par les responsables syndicaux des conducteurs de métro. Si la direction freinait contre l'enquête c'est qu'on sait déjà qu'une partie des stations a des taux de pollution élevés. Il n'y a pas à négocier avec nos vies !

Prime un jour, bas salaire toujours !

La direction a annoncé une prime de 100 euros pour le mois de juin. Elle serait censée compenser la hausse du prix de l'essence qui a commencé... il y a plus de trois mois ! C'est pas des « one shot » qu'il nous faut, mais de vraies augmentations à la hauteur de nos besoins. Fin.

Bus dans la Seine : les questions qui ne seront pas posées

Une jeune conductrice de bus de 25 ans en formation a fini dans la Seine après une erreur de conduite. Heureusement, ni elle, ni aucun de ses trois passagers n'a été blessé. La police a révélé par la presse qu'elle aurait confondu les pédales, sans doute après avoir été gênée par un autre usager de la route. L'accident est impressionnant et la responsable est toute désignée : fin de l'histoire ! Niveau analyse des causes, on a vu mieux... On pourrait poser quelques questions supplémentaires. À quel moment de sa formation se situait-elle et quelle devait en être la durée ? On sait que les nouveaux attaquent la route de plus

en plus vite, pour pallier le sous-effectif. N'y avait-il pas des signes avant-coureurs qui auraient pu être détectés ? etc. Les faits divers de ce genre font trop souvent diversion par rapport aux vrais problèmes !

Commission de classement : toujours 0/20 pour la direction

Comme tous les ans la direction organise une compétition entre nous pour qu'on se partage les miettes. Ils appellent ça les « commissions de classement » Un jeu qui nous coûte surtout l'esprit d'équipe !

Rassemblement de soutien à Tahiana !

La RATP licencie un collègue reconnu handicapé, reconnu deux fois en maladie professionnelle au motif d'une impossibilité de reclassement. Ce n'est qu'un prétexte ! Ses collègues, les travailleurs du dépôt de Montrouge dénoncent cette décision et la méthode utilisée, pour l'exprimer et montrer leur soutien ils organisent un rassemblement mercredi 13 dès 5h au dépôt.

Israël continue de coloniser et l'Union européenne de brasser du vent

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se sont réunis pour discuter de possibles sanctions à prendre contre les colons israéliens coupables de violences en Cisjordanie et, éventuellement, contre les ministres d'extrême droite qui les soutiennent.

Le problème est on ne peut plus d'actualité. Selon des rapports palestiniens, des colons auraient mené plus de vingt attaques à travers la Cisjordanie au cours du week-end dernier, blessant plusieurs personnes et incendiant des maisons. Mais la question des sanctions est un feuilleton à épisodes qui n'aboutit jamais du fait des désaccords entre les pays membres mais aussi, et surtout pourrait-on dire, par manque de volonté politique de sanctionner l'État sioniste. Car si les colons peuvent se montrer violents, c'est qu'ils sont assurés du soutien de l'armée et de tout l'appareil d'État. Mais sanctionner certains d'entre eux, voire imposer des taxes aux produits agricoles produits dans les colonies « illégales », sera un coup d'épée dans l'eau.

Comme il n'est toujours pas question de suspendre l'accord de coopération Union européenne-Israël, le reste est du bla-bla pour amuser la galerie.